



## La cohésion de l'UE échoue à l'épreuve de la Covid

Par [Alexandre Lemoine](#)

Région : [L'Europe](#)

Mondialisation.ca, 26 mai 2021

[Observateur continental](#)

L'Union européenne représente 7 organes institutionnels, 6 non institutionnels, 15 agences et comités spécialisés. L'UE compte plus de 40.000 fonctionnaires qui reçoivent entre 2.654,17 (premier échelon, premier niveau) et 18.370,84 euros (troisième échelon, 16<sup>e</sup> niveau).

36.000 personnes travaillent dans l'appareil de la Commission européenne, au Parlement européen siègent près de 5.000 personnes, 3.500 au Conseil de l'UE, 2.000 à la Cour de justice de l'UE, 1.200 à la Banque centrale européenne (BCE), 700 personnes au Comité économique et social, 500 personnes au Comité des régions.

Il ne faut pas croire que les fonctionnaires européens dirigent des secteurs concrets de l'économie des Etats membres ou sont tenus pour responsables, par exemple, des pires résultats des concessionnaires allemands en 2020 depuis 25 ans. Ou qu'ils indemniseront les 1 milliards d'euros de perte des agriculteurs italiens à cause des contremesures alimentaires russes en réponse aux sanctions européennes. Non. Ce sont des gérants, et les résultats de leur gestion sont à la surface. A tel point que le ministre adjoint chargé des affaires européennes au Ministère allemand des Affaires étrangères, Michael Roth, [déclare](#): « Nous avons perdu [pendant l'année « covidale »] une grande partie de la confiance des Etats membres. »

Les Etats qui ont perdu la confiance en l'UE sont avant tout la Pologne, la République tchèque, la Slovaquie et la Hongrie (Groupe de Visegrad). Ce quartet désapprouve le fait que la « machine bruxelloise » leur impose des principes inappropriés pour ces pays. Alors que les Danois, les Français et les Allemands (la vieille Europe) critiquent le fait que 15-20% du PIB de ces quatre pays soient constitués grâce au budget de l'UE, c'est-à-dire avec la cotisation des Danois, des Français et des Allemands. Et si l'idée française d'une « Europe à deux vitesses » s'imposait à Bruxelles, plus personne ne partagerait les revenus avec la jeune Europe.

Le trio actuel de présidents du Conseil de l'UE (Allemagne, Portugal, Slovénie) tente de créer deux mécanismes supplémentaires « de protection et de renforcement de la primauté du droit de l'union européenne ». Le premier de ces mécanismes est censé réguler l'accès aux fonds de l'UE en fonction du respect de la primauté du droit (européen, pas national). Bruxelles a déjà ouvert une enquête contre la Hongrie et la Pologne les accusant d'enfreindre le principe de séparation des pouvoirs et de discrimination des opposants politiques et des minorités.

Le second mécanisme a pour but de rendre le dialogue sur la primauté du droit « ouvert,

positif et constructif » à la bruxelloise, c'est-à-dire de permettre de prendre des mesures coercitives collectives contre les « transgresseurs » en UE. En déclarant que « désormais la primauté du droit est la plus importante » Michael Roth se réfère à la pandémie. Mais il faut dire que maintenant cette dernière sert de prétexte très pratique pour tout et n'importe quoi.

En mai, les bureaucrates européennes ont validé un nouveau « mécanisme de protection civile » en UE. Comme le [stipule](#) la résolution du Conseil de l'UE, « les nouvelles règles permettront à l'UE et aux États membres de mieux se préparer aux catastrophes naturelles ou d'origine humaine et de réagir plus rapidement lorsque ces catastrophes surviennent, y compris lorsqu'elles touchent simultanément de nombreux États membres, comme dans le cas d'une pandémie ». Le texte prévoit un total de 1 263 millions d'euros sous forme de fonds pour la période 2021-2027.

L'attachement à la « lutte contre la pandémie » de chaque initiative bureaucratique trahit la volonté de Bruxelles d'afficher sa « compétence ». Et puisque personne ne sait ce qui arrivera par la suite, les États membres de l'UE, oubliant les « frontières ouvertes », font pour l'instant le plus simple: ils se distancent, comme l'Allemagne et la Belgique. Ou encore ils accusent les partenaires de l'UE d'absence de solidarité, comme l'Italie.

Bruxelles est vexée contre la compagnie anglo-suédoise AstraZeneca, qui a dupé l'Europe avec son vaccin, exprime des craintes concernant la « démocratie libérale menacée », que « des leaders autoritaires de l'Est sapent activement les valeurs libérales démocratiques et les institutions dans certains pays de l'UE ». Bruxelles dit que pour redonner aux gens la confiance en la démocratie « nous devons revoir fondamentalement la manière dont notre démocratie fonctionne ». Il est clair que dans toute cette situation il y a bien plus de politique que de médecine.

Le 9 mai, à Strasbourg [s'est ouverte](#) a Conférence sur l'avenir de l'Europe où les discussions pourraient durer pendant un an. Et il est fort à parier que ces discussions ne déboucheront nulle part. « Nous devons reconnaître que nous ne deviendrons pas un acteur géopolitique, malgré toute notre volonté, tant que l'Europe parlera sur la scène internationale avec plusieurs voix, souvent contradictoires... », écrit *Euractiv*. Et c'est logique. Ne voit-on pas que l'Europe ne pourra plus parler d'une seule voix?

Alexandre Lemoine

La source originale de cet article est [Observateur continental](#)  
Copyright © [Alexandre Lemoine](#), [Observateur continental](#), 2021

Articles Par : [Alexandre Lemoine](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)